

M. Abdulqawi Ahmed Yusuf

Juge à dater du 6 février 2009. Réélu à compter du 6 février 2018. Vice-président du 6 février 2015 au 5 février 2018. Président du 6 février 2018 au 5 février 2021.

Etudes

Docteur ès sciences politiques (droit international), Institut de hautes études internationales et du développement, Université de Genève (1980). *Laurea di Dottore in Giurisprudenza* (Dr Juris), faculté de droit, Université nationale de Somalie (1973). Certificat, Centre d'études et de recherche en droit international, Académie de droit international de La Haye (Pays-Bas) (1974). Etudes de troisième cycle en droit international et en relations internationales, Université de Florence (Italie) (1976-1977)

Titres honorifiques

Docteur (*honoris causa*), Université Paris Nanterre I (France). Docteur en droit (*honoris causa*), University College de Londres (Royaume-Uni). Docteur en droit (*honoris causa*), Université KIIT (Inde).

Langues

Anglais (maîtrise), français (maîtrise), italien (maîtrise), arabe (bonne connaissance) et somali (langue maternelle).

Affiliations professionnelles

Membre de l'Institut de droit international, Genève (depuis 1999). Membre du panel des arbitres du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI). Membre du conseil d'administration du Conseil international pour l'arbitrage commercial (CIAC). Fondateur et président du curatorium de l'Institut africain de droit international, Arusha (Tanzanie). Fondateur et rédacteur en chef honoraire de l'*Annuaire africain de droit international*. Membre du comité de rédaction de l'*Annuaire français de droit international*. Membre de l'Académie mondiale de l'art et de la science. Membre du conseil consultatif international de la plate-forme Eco-Forum Global (Chine). Membre du conseil consultatif du réseau *Hague Project Peace and Justice*. Membre fondateur de l'Association africaine de droit international. Membre du comité d'examen du Fonds d'assistance financière de la Cour permanente d'arbitrage. Membre du conseil d'administration du Centre régional du Caire pour l'arbitrage commercial international. Membre du conseil consultatif de rédaction de l'*Asian Yearbook of International Law*. Président du comité exécutif de la Fondation africaine pour le droit international. Membre honoraire de l'*American Society of International Law*. Membre du conseil consultatif du Center for International Dispute Settlement, Genève. Premier vice-président de l'Institut de droit international (depuis août 2021). Professeur honoraire, Université de Xiamen (Chine).

Expérience professionnelle antérieure

Juge *ad hoc*, Cour internationale de Justice, affaire relative à *Certaines questions concernant l'entraide judiciaire en matière pénale (Djibouti c. France)* (2007-2008). Président de tribunaux arbitraux, Cour permanente d'arbitrage (CPA) et CIRDI, et président ou membre de plusieurs comités *ad hoc* établis par le CIRDI dans le cadre de procédures d'annulation de sentences arbitrales.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) : conseiller juridique et directeur de l'Office des normes internationales et des affaires juridiques (mars 2001-janvier 2009).

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) : sous-directeur général et conseiller spécial pour l'Afrique (mars 1998-février 2001). Conseiller juridique et directeur des services juridiques (août 1994-mars 1998).

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) : représentant et chef du bureau de New York de la CNUCED (juillet 1992-juillet 1994). Attaché de liaison (hors classe), Programme d'action en faveur des pays les moins avancés, New York (juillet 1992-juillet 1994). Chef de la section des politiques juridiques, Programme de technologie, Genève (juillet 1988-juin 1992).

Expérience dans l'enseignement du droit

Chargé de cours en droit international, faculté de droit, Université nationale de Somalie (1974-1980) et chef du département de droit public (1976-1978). Maître-assistant, faculté de droit, Université de Genève (1981-1983).

Conférencier en droit international public invité notamment dans les universités et établissements universitaires suivants : Université de Sienna (Italie) ; Institut universitaire d'études du développement, Genève (Suisse) ; Université de Florence (Italie) ; Université Bocconi, Milan (Italie) ; Institut international du droit du développement, Rome (Italie) ; Université de Turin (Italie) ; Programme de bourses ONU/UNITAR dans le domaine du droit international, Académie de droit international de La Haye (Pays-Bas) (1987-1993) ; Institut de droit international public et de relations internationales, Thessalonique (Grèce) (2004) ; Académie de droit international de La Haye (Pays-Bas) (2012) ; Séminaire de droit international des Nations Unies pour les Etats arabes (2015) ; Programme de formation régionale de l'ONU en droit international public, Addis Abeba (Ethiopie) (2011-2017) ; Académie de droit international de Xiamen (Chine) (2019) ; Institut de droit maritime international (IMLI) (Malte) (2019).

Expérience dans les négociations multilatérales (en tant que représentant du Gouvernement)

Représentant de la Somalie à la troisième conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1975-1981). Membre de la délégation somalienne au comité consultatif juridique Afrique-Asie (1975 et 1976). Membre de la délégation somalienne au sommet de l'Organisation de l'unité africaine (1974).

Conseiller lors de négociations multilatérales et auprès d'organes multilatéraux (en tant que fonctionnaire international)

Conseiller juridique auprès de la commission intergouvernementale océanographique de l'UNESCO et auprès du comité du patrimoine mondial de la convention concernant la protection du patrimoine culturel et naturel mondial (2001-2009). Conseiller juridique au conseil d'administration et à la conférence générale de l'UNESCO (2001-2009). Conseiller juridique lors des négociations de l'UNESCO consacrées aux conventions suivantes : convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique, convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, convention internationale contre le dopage dans le sport et convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (2001-2007). Conseiller juridique au conseil du développement industriel et à la conférence générale de l'ONUDI (1994-1998). Conseiller juridique au Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie, Trieste (Italie) (1994-1997). Expert-conseiller auprès des Nations Unies lors des négociations sur la convention sur la diversité biologique (1990-1991). Expert-conseiller et représentant de la CNUCED lors des négociations de l'Uruguay Round sur l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) (consacrées aux aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)) (1989-1991). Expert-conseiller, conférence des Nations Unies chargée d'élaborer un code international de conduite pour le transfert de technologies (CNUCED) (1982-1985).

Publications

Ouvrages

Panafricanisme et droit international, Académie de droit international de La Haye, hors collection, 2017 ; *Intellectual Property and International Trade: The TRIPS Agreement* (avec C. Correa), Kluwer Law International, 3^e édition, 2016 ; *Pan-Africanism and International Law*, Brill, Nijhoff, 2014 ; *L'Union africaine : cadre juridique et institutionnel. Manuel sur l'organisation panafricaine* (avec F. Ouguerouz), Paris, Pedone, 2013 ; *The African Union: Legal and Institutional Framework. A Manual on the Pan-African Organization* (avec F. Ouguerouz), Leiden, Nijhoff, 2012 ; *Standard setting in UNESCO/L'action normative à l'UNESCO*, A. Yusuf (sous la dir. de), éditions UNESCO et Nijhoff, 2007 ; *Intellectual Property and International Trade: The TRIPS Agreement* (avec C. Correa), La Haye, Kluwer Law International, 1^{re} édition, 1998, 2^e édition, 2007 ; *International Technology Transfer: The Origins and Aftermath of the United Nations Negotiations on a Draft Code of Conduct* (avec S.J. Patel et P. Roffe), La Haye, Kluwer Law International, 2001 ; *Legal Aspects of Trade Preferences for Developing States: A study in the Influence of Development Needs on the Evolution of International Law*, La Haye, Nijhoff, 1982.

Articles et chapitres d'ouvrages

Chapitre relatif au règlement judiciaire international dans le livre consacré au cent cinquantième anniversaire de l'Institut de droit international, 2023 ; Judge Antônio Augusto Cançado Trindade : « An unwavering quest for international justice and for the universalization and humanization of international law », *Leiden Journal of International Law*, 2023, p. 1-6 ; « The Chorzow Factory Case and the Protection of Industrial Property under International Law » in *The Transformation of Private Law - Principles of Contract and Tort as European and International Law: A Liber Amicorum for Mads Andenas at the Occasion of his 65th Birthday*, Maren Heidemann (sous la dir. de), Springer, 2023 ; « The Rule of Law at the International Level: Evolution and Challenges », *Proceedings of the American Society of International Law*, vol. 115, p. 215-223, 2021 ; The Charter of the United Nations After 75 Years: Personal Reflections / La Charte des Nations Unies après 75 ans : réflexions personnelles ; « The Contribution of the ILC to the Evolution of International Law "Keynote Address" », in *Seventy Years of the International Law Commission: Drawing a Balance for the Future* (United Nations), Brill, 2020 ; « Engaging With International Law », *International and Comparative Law Quarterly* (ICLQ), volume 69, n° 3, juillet 2020, p. 505-519, Cambridge University Press ; « Foreword - Italian Colonization » in *Political and legal aspects of Italian colonialism in Somalia*, Tullio Scovazzi et Elena Carpanelli (sous la dir. de), 2020 ; « Concluding Remarks » in *General Principles of International Law*, in *General Principles and the Coherence of International Law*, Brill Nijhoff, Andenas et al (dir. publ.), 2019 ; « Reforming International Investment Arbitration: A Plea for a more Institutionalized and Coherent System » in *ICC Dispute Resolution Bulletin*, 2019, n° 2 ; « Compulsory Jurisdiction of the Court Under the Optional Clause », in *New Challenges to International Law, a View from the Hague*, Brill, 2018 ; « Balancing the Rights and Obligations of States and Investors: Challenges Facing LDCs » in *Legal Assistance to Make Foreign Investment Work Better for Sustainable Development in the Least Developed Countries*, n° 2, 2017, in *Occasional Policy Papers Series on the Least Developed Countries* ; « A Contrario Interpretation in the Jurisprudence of the International Court of Justice », *Canadian Journal of Comparative and Contemporary Law*, vol. 3, n° 1, 2017 (avec D. Peat) ; « The Contribution of Arbitration to the Rule of Law - The Experience of African Countries », ICCA Congress Series 2016, Wolters Kluwer, 2017 ; « Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : ne sert qu'une fois » in *Dictionnaire des idées reçues en droit international, Collectif en clin d'œil amical à Alain Pellet*, Pedone, 2017 ; « Unconstitutional Change of Government and the Public Law of Africa: Outlawing of Coups d'Etat in the African Continent », in *The Pursuit of a Brave New World in International Law: Essays in Honour of John Dugard*, Tladi, Maluwa et du Plessis (sous la dir. de), 2016 ; « L'Etat, le coup d'Etat et l'Union africaine », in *Actes de la journée d'études en l'honneur de Pierre Michel Eisemann*, Paris, Pedone, 2016 ; « The Emergence of an African Public Law and its Potential Impact on International Law », in *Annuaire africain de droit international*, vol. 20, 2013-2014, p. 141-155 ; « Was there something missed in the Decolonization Process in Africa? », in *Annuaire africain de droit international*, vol. 20, 2013-2014, p. 217-222 ;

« Precedent & Jurisprudence Constante (AES v. Argentina, ICSID Case No. ARB/02/17) » (avec G. Yusuf), in *50th Anniversary of ICSID: An Overview of Landmark International Investment Law Cases*, M. Kinnear (sous la dir. de), 2015 ; « The Public Law of Africa and International Law: Broadening the Scope of Application of International Rules », in *Essays in International Law in Honour of Judge Abdul G. Koroma*, Charles Chernor Jalloh et Olufemi Elias (sous la dir. de), 2015 ; « From Reluctance to Acquiescence: The Evolving Attitude of African States towards Judicial and Arbitral Settlement of Disputes », in *Leiden Journal of International Law*, 2015, vol. 28, p. 605-621 ; « The Progressive Development of Peoples' Rights in the African Charter and in the Case Law of the African Commission on Human and Peoples' Rights », in *International Law for Common Goods: Normative Perspectives on Human Rights, Culture and Nature*, F. Lenzerini et A.F. Vrdoljak (sous la dir. de), Oxford, Hart, 2014 ; « Is there an African *Uti Possidetis Juris*? », in *Zanzibar Yearbook of Law*, 2014 ; « Diversity of Legal Traditions and International Law: Keynote Address », in *Cambridge Journal of International and Comparative Law*, vol. 2, n° 4, 2013 ; « La Corne de l'Afrique, fragmentation ou intégration ? », in *Aquilon, Revue en ligne de l'Association des Internationalistes*, n° 9, février 2013 ; « Shepherding the Conclusion of Complex International Conventions: the Role of the Chairperson in the Negotiations on Cultural Diversity », in *Law, Politics and Rights: Essays in Memory of Kader Asmal*, T. Maluwa (sous la dir. de), Leiden, Nijhoff, 2013 ; « Human Rights: a Third World perspective », in *EU Working Papers, Academy of European Law, Distinguished Lectures of the Academy*, AEL 2013/1 ; « L'influence des Etats africains sur la formation des règles relatives à la zone économique exclusive », in *L'Afrique et le droit international: variations sur l'organisation internationale/Africa and International Law: Reflections on the International Organization*, Liber Amicorum Raymond Ranjeva, M. Kamga, M.M. Mbengue (sous la dir. de), Paris, Pedone, 2013 ; « The International Court of Justice (ICJ) and the Development of Human Rights Law: From Collective Rights to Individual Rights », in *La tutela dei diritti umani e il diritto internazionale: XVI Convegno*, Catania, 23-24 giugno 2011, A. Di Stefano, R. Sapienza (sous la dir. de), Naples, Editoriale Scientifica, 2012 ; « The Role that Equal Rights and Self-Determination of Peoples can play in the Current World Community », in *Realizing Utopia: The Future of International Law*, A. Cassese (sous la dir. de), Oxford, Oxford University Press, 2012 ; « Walking the Road he paved: A Tribute to Antonio Cassese », in *Journal of International Criminal Justice*, G. Acquaviva et G. Pinzauti (sous la dir. de), vol. 10, n° 5, 2012 ; « The Notion of "Armed Attack" in the Nicaragua Judgment and its Influence on Subsequent Case Law », in *Leiden Journal of International Law*, vol. 25, 2012 ; « The Emergence of Judicial Institutions for Inter-State Dispute Settlement in Africa », in *Annuaire africain de droit international*, vol. 19, 2011-2012 ; « Article 1: Definition of Cultural Heritage », in *The 1972 World Heritage Convention: A Commentary*, F. Francioni, F. Lenzerini (sous la dir. de), Oxford, Oxford University Press, 2008 ; « La nozione di "beni culturali sotto protezione rafforzata" e il ruolo dei comitati dell'UNESCO per la protezione del patrimonio culturale: dalla convenzione del 1972 al secondo protocollo del 1999 » (avec L. Cavicchioni), in *La tutela internazionale dei beni culturali nei conflitti armati*, P. Benvenuti et R. Sapienza (sous la dir. de), Milan, Giuffrè, 2007 ; « UNESCO standard setting activities on bioethics: speak softly and carry a big stick », in *Biotechnologies and International Human Rights*, F. Francioni (sous la dir. de), Oxford, Hart, 2007 ; « La coordination des actions dans le système des Nations Unies », in *La Charte des Nations Unies, constitution mondiale ?*, R. Chemain et A. Pellet (sous la dir. de), Paris, Pedone, 2006 ; « Cultural Rights as Collective Rights in International Law », in *Multiculturalism and International Law: 2004 International Law Session*, K. Koufa, Athènes, Sakkoulas, 2006 (conférences données pendant l'été 2004 à l'Institut de droit international public et de relations internationales de Thessalonique) ; « The UNESCO Declarations on Bioethics: Emerging Principles and Standards of an International Biolaw », in *Bioetica e biotecnologie nel diritto internazionale e comunitario*, N. Boschiero (sous la dir. de) Turin, Giappichelli, 2006 ; « Le conseiller juridique d'une organisation internationale face à la pratique », in *La pratique et le droit international: Colloque de Genève*, Société française pour le droit international, Paris, Pedone, 2004 ; « The Right of Intervention by the African Union: A New Paradigm in Regional Enforcement Action », in *Annuaire africain de droit international*, vol. 11, 2003 ; « Government Collapse and State Continuity: The Case of Somalia », in *Italian Yearbook of International Law*, vol. 13, 2003 ; « Developing Countries and the Multilateral Trade Rules: The Continuing Quest for an Equitable Playing Field », in *L'ordre juridique international, un système en quête d'équité et d'universalité*, Liber Amicorum Georges Abi-Saab, L. Boisson de Chazournes et V. Gowlland Debbas (sous la dir. de), La Haye, Nijhoff, 2001 ; « The Role of the Legal Adviser in the Reform and Restructuring of an International Organization — The Case of UNIDO », in *Recueil d'articles de conseillers juridiques d'Etats, d'organisations internationales et de praticiens du droit international*, Bureau des affaires juridiques des Nations Unies, numéro de vente E/F/S.99.V.13, New York, Nations Unies, 1999 ; « The U.N. Convention on Biological Diversity », in *International Legal Issues arising under the United Nations Decade of International Law: Proceedings of the Qatar International Law Conference (22.03.1994 ; Doha)*, N. Al-Nauimi et R. Meese (sous la dir. de), La Haye, Nijhoff, 1995 ; « Intellectual Property Protection in the Countries of Africa », in *International Journal of Technology Management*, vol. 10, 1995 ; « Reflections on the Fragility of State Institutions in Africa », in *Annuaire africain de droit international*, vol. 2, 1994 ; « Transfer of Technology », in *International law: Achievements and Prospects*, M. Bedjaoui (sous la dir. de), Paris, UNESCO, 1991 ; « The Legal Framework for Stable, Remunerative and Equitable Commodity Prices in International Trade », in *Foreign Trade in the Present and a New International Economic Order*, D. Dicke et E.U. Petersmann (sous la dir. de), Fribourg, University Press Fribourg, 1988 ; « L'élaboration d'un code international de conduite pour le transfert de technologie : bilan et perspectives », in *Revue générale de droit international public*, vol. 88, n° 4, 1984 ; « Differential and More Favourable Treatment of Developing Countries in International Trade: The GATT Enabling Clause », in *Journal of World Trade Law*, vol. 14, 1980 ; « Towards a New Legal Framework for Marine Research: Coastal State Consent and International Co-ordination », in *Virginia Journal of International Law*, vol. 19, n° 2, 1979 ; « The Legal Status of Mercenaries in the Law of Armed Conflict », in *The New Humanitarian Law of Armed Conflict*, A. Cassese (sous la dir. de), Naples, Editoriale Scientifica, 1979.